

Crise du Darfour et opinion arabe

Ni la Palestine ni l'Irak, mais...

Xavier Luffin

Xavier Luffin est chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Depuis février 2003, la province soudanaise du Darfour est — à nouveau — le théâtre d'un conflit dramatique, qui a déjà entraîné la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes, mais aussi la fuite de nombreux autres habitants de la région ainsi que la destruction de très nombreux villages et champs. Ce conflit est présenté dans la presse de diverses manières: lutte entre le gouvernement central de Khartoum et des mouvements politiques rebelles, qui exigeaient au départ une meilleure représentativité politique et une répartition plus juste des ressources. Sentiment d'abandon des provinces périphériques du Soudan par rapport au « bassin arabe » du centre du pays. Conflit stratégique lié à l'exploitation pétrolière potentielle dans la région. Crise entre agriculteurs et éleveurs, dans une région du monde où la désertification gagne du terrain et où les terres arables comme les pâturages se font rares. Conflit entre tribus arabes — Rizeigat, Bani Halba, Bani Fadl... — et populations africaines — Four¹, Masalit, Zaghawa... Si le conflit ne peut être réduit à aucune de ces lectures prise individuellement, toutes permettent de mieux l'appréhender.

Lorsque le dernier conflit du Darfour éclata en février 2003, il passa pratiquement inaperçu pendant des mois dans les médias et l'opinion, tant en Occident que dans le monde arabo-musulman. D'un côté comme de l'autre, et quelle que soit la position défendue par rapport aux racines du conflit et au rôle des belligérants, il était bien plus difficile d'intéresser les gens à ces événements qu'au conflit palestinien ou irakien. Ce qui se passait au Darfour n'était

¹ Darfour signifie littéralement « pays des Four » en arabe soudanais — les Fours étant la population principale de cette province.

pourtant pas moins atroce que les événements de la bande de Gaza ou de Bagdad... Comme bien d'autres conflits africains — souvenons-nous de la guerre dans l'Est du Congo, qui a causé ces dernières années des millions (!) de victimes — le conflit du Darfour se déroulait dans une zone géographique floue — l'Afrique — peu médiatisée, dont les données historiques et géographiques étaient, il faut bien le dire, bien peu maîtrisées par l'opinion publique, les médias ou les décideurs politiques, persuadés que l'actualité se situe au Proche-Orient.

Depuis, même si les autorités des États européens sont toujours aussi frileuses pour prendre des mesures significatives à l'égard du régime de Khartoum, les choses ont changé dans l'opinion publique et les médias européens: on parle très régulièrement de cette question dans la presse² mais aussi à la radio et à la télévision, et la société civile s'organise également: pétitions, engagement de certains intellectuels français... Si bien que dans les dernières semaines du mois de mars, la question du Darfour s'est même invitée dans la campagne présidentielle française.

LÀ-BAS AUSSI, LES CHOSES CHANGENT...

Qu'en est-il dans le monde arabo-musulman? La plupart des États

arabes pris individuellement ou au sein de la Ligue arabe sont toujours aussi inertes, se cachant derrière le prétexte suivant: il faut favoriser une médiation dans laquelle l'État soudanais serait consulté plutôt que suivre une résolution préétablie de l'ONU ou des nations occidentales.

Par contre, il semble que, depuis quelques mois, la presse arabe et certains intellectuels sont bien plus prolixes sur le sujet — même si la situation en Palestine et la guerre en Irak restent de loin les deux thèmes phares des pages consacrées au monde arabe, des éditoriaux et des articles d'opinion. La plupart des grands journaux arabes — *Al-Hayat*, *Ash-Sharq al-Awsat*, *Al-Quds al-arabi*³ par exemple — consacrent désormais des articles de manière quotidienne ou quasi quotidienne sur la question du Darfour, allant de la simple reprise d'une dépêche d'agence internationale à l'article de fond.

La dernière place qu'occupe le Darfour dans le palmarès de l'intérêt accordé aux conflits secouant actuellement le monde arabe et musulman — qui constitue malgré tout une amélioration par rapport au silence qui l'a précédée — peut s'expliquer par plusieurs facteurs: outre les raisons évoquées plus haut, qui valent tant pour l'Occident que pour le monde arabo-musulman, il y a aussi la difficulté de blâmer un État arabe et musulman plutôt que l'ingérence occidentale — la dimension raciste du conflit donnant le mauvais rôle aux « Arabes » — et la place périphérique qu'occupe le Soudan dans la conscience arabe, sur le plan politique mais aussi culturel, place dont les intellectuels arabophones soudanais se plaignent d'ailleurs⁴.

Les articles publiés ces derniers mois par les médias arabes suivent deux grandes tendances. La première, véhiculée surtout dans la presse nationaliste panarabe et

² En ce qui concerne la presse francophone, plusieurs articles et dossiers ont été publiés ces derniers mois. La revue *Enjeux internationaux* a réalisé un excellent dossier intitulé « Darfour, 300 000 morts. Qui s'en soucie? » (n° 14, octobre 2006). *Le Monde diplomatique* de mars 2007 a également publié un remarquable article de Gérard Prunier, auteur de *Darfur: The Ambiguous Genocide*, Londres, 2005. Plus récemment, le quotidien français *Libération* a consacré un dossier spécial au conflit du Darfour (20 mars 2007).

³ *Al-Hayat*, *Al-Sharq al-Awsat* et *Al-Quds al-arabi* sont des quotidiens panarabes publiés à Londres. Les deux premiers sont liés à des capitaux saoudiens. *Al-Hayat* est considéré par beaucoup comme un journal arabe de référence, tandis qu'*Al-Quds al-arabi* adopte une ligne éditoriale de tendance nationaliste arabe, avec parfois des débordements antioccidentaux.

⁴ Voir notamment l'article d'Abdalmajid Abdarrahman « Les Arabes ignorent-ils la culture soudanaise... ou bien feignent-ils de l'ignorer? » (*Al-Hayat*, 22 janvier 2005).

islamiste, mais aussi dans certains journaux nationaux — en particulier en Égypte, où les rapports avec le voisin soudanais sont des plus ambigus, pour des raisons tant géographiques qu'historiques — voit dans l'intérêt des Occidentaux pour les événements du Darfour une énième tentative d'ingérence dans la politique intérieure d'un État du monde arabe. Cet intérêt — qui a par ailleurs été dès le départ bien plus important aux États-Unis qu'en Europe — semble d'emblée suspect, comme le montre bien le titre d'un article paru dans *Al-Quds al-arabi*: « Depuis quand l'Amérique s'intéresse-t-elle aux Africains ? » (23 mars 2007). Cet intérêt occidental dissimule forcément un plan destiné dans le meilleur des cas à salir encore une fois l'image du monde arabo-musulman, dans le pire à continuer à déstabiliser le monde arabe, après la Palestine et l'Irak, et à affaiblir l'unité du monde musulman.

À cet égard, la récupération par la presse de la rhétorique du gouvernement soudanais est révélatrice. Le président soudanais Omar al-Bashir déclarait en septembre 2006: « Nous n'accepterons

pas que le Soudan devienne un nouvel Irak » (*Al-Sharq al-awsat*, 22 septembre 2006) et décrivait quelques jours plus tard l'ingérence onusienne au Darfour comme une première étape dans la recolonisation du Soudan par les Occidentaux (*Al-Sharq al-awsat*, 22 avril 2006), arguments repris ensuite dans certains journaux arabes.

Dans le prolongement de cette « analyse », certains remettent également en question le bienfondé de l'intérêt occidental pour la crise du Darfour en agitant l'éternel argument du lobby juif, accusé de brandir l'argument du génocide pour dénigrer le monde arabo-musulman. Cette affirmation semble être née de l'engagement de certaines associations juives des États-Unis dans la mobilisation citoyenne voulant dénoncer les atrocités commises au Darfour. Encore une fois, le gouvernement soudanais lui-même semble être à l'origine de cet argument, ayant accusé en mars 2005 les organisations juives d'exploiter la crise du Darfour pour salir la réputation du Soudan (*Al-Sharq al-awsat*, 25 mars 2005).

Certains journalistes vont plus loin en soupçonnant directement Israël de jouer un rôle dans la crise du Darfour. Un journaliste d'*Al-Ahram*, premier quotidien en Égypte et proche du gouvernement, épinglait récemment un fait selon lui révélateur de ce rôle: l'accueil dans des kibboutzim de dizaines de réfugiés soudanais (*Al-Ahram*, 26 mars 2007)⁵. Encore une fois, le discours officiel du gouvernement soudanais se cache derrière cette récupération du thème du complot sioniste, le Premier vice-président soudanais ayant déclaré en septembre 2006 que le Darfour était le théâtre d'une grande offensive sioniste au Soudan... Un article publié dans un autre quotidien égyptien, *Al-Shaab*, appartenant au courant islamiste, fait la synthèse de presque tous ces arguments: les Américains, les Européens et les sionistes utiliseraient le Darfour pour déstabiliser le plus grand pays musulman d'Afrique, en tentant d'opposer à l'arabité et l'islamité du pays la création d'un État laïc et africain... (*Al-Shaab*, 17 mars 2007).

Plus curieusement, certains reprochent aux Occidentaux — opinion publique, politiques et médias confondus — de plus s'intéresser à la crise du Darfour qu'à la question palestinienne ou à la guerre en Irak, une assertion qui ne résiste pourtant pas à l'analyse de

⁵ Plusieurs centaines de Soudanais ont effectivement trouvé asile en Israël, et certains vivent actuellement dans des kibboutzim. Toutefois, la majorité d'entre eux est originaire du Sud-Soudan, et leur situation semble loin d'être idéale, certains étant détenus en prison et menacés d'expulsion en raison de leur présence illégale sur le territoire israélien (voir par exemple *The Washington Times*, 2 juin 2006).

la presse quotidienne ou des journaux télévisés européens. C'est en tout cas le discours de Muhammad Al-Haddad dans son article « Darfour-Gaza: la politique des deux poids, deux mesures continue » (Al-Hayat, 11 mars 2007) ou d'Ibrahim Al-Absi, qui considère qu'on se préoccupe plus des crimes commis au Darfour que de ceux commis par les « sionistes » au Liban et par les Américains en Irak (Al-Quds al-arabi, 16 mars 2007).

UN AUTRE SON DE CLOCHE

Heureusement, d'autres journalistes et intellectuels arabes prennent la plume pour exprimer des positions plus cohérentes par rapport à la guerre qui sévit dans l'Ouest du Soudan. Ainsi, ces deux dernières années Al-Sharq al-awsat a ouvert régulièrement ses colonnes à Suliman Baldo, directeur du programme Afrique à l'International Crisis Group, ou encore à Muhammad Al-Hassan Ahmad, auteurs de plusieurs analyses de la politique soudanaise actuelle. Récemment, deux articles très intéressants ont paru dans le quotidien Al-Hayat. Le premier, intitulé « Nous avons des doubles standards⁶! », a été rédigé par Mutazz Al-Fajiri, de l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme, et Ridwan Ziyada, du Centre de Damas pour l'étude des droits de l'homme. Ils y dénoncent le silence du monde

arabe face à la catastrophe humanitaire du Darfour, en particulier celui des journalistes, des intellectuels et des hommes politiques, dû notamment à la focalisation du monde arabe sur le Proche-Orient en général et Israël en particulier. Mais ils vont plus loin encore en dénonçant aussi la relativisation des conséquences du conflit, voire sa négation par certains, notamment la presse égyptienne et des organisations comme l'Union des médecins arabes ou l'Union mondiale des savants musulmans, ou encore son imputation à un complot « américano-sioniste » (Al-Hayat, 8 février 2007).

Le second article est dû à Nadim Hasbani, observateur des médias arabes pour l'International Crisis Group. Le journaliste dresse un historique intéressant du positionnement de la Ligue arabe (et de ses États membres pris individuellement) par rapport à la question du Darfour: malgré un premier rapport d'une commission d'enquête de la Ligue arabe qui faisait état de violations massives des droits de l'homme dans la région, la politique menée fut rapidement celle d'un soutien à un « État-frère » face aux pressions

de la communauté internationale (Al-Hayat, 20 mars 2007)⁷.

La presse arabe en langues européennes a aussi offert récemment à ses lecteurs des articles dénonçant l'immobilisme du monde arabe face à cette crise. Dans le quotidien algérien francophone Liberté, Mustapha Hammouche critique l'antiaméricanisme utilisé dans le monde arabe pour cacher ses propres carences, illustré par le cas spécifique du Darfour, sur lequel on ferme les yeux, mais qui ferait grand bruit si un jour l'ingérence occidentale se concrétisait (3 janvier 2007). Un éditorial du journal libanais Daily Star, intitulé « Where are the cries of outrage? », ne dit pas autre chose et dénonce le silence des hommes politiques, des leaders religieux et des intellectuels arabes face à cette crise où, pour une fois, les Occidentaux ne sont pas à blâmer (24 février 2007).

En ce qui concerne les médias soudanais, il est inutile de dire qu'ils parlent évidemment très peu de la crise du Darfour, si ce n'est pour avaliser les thèses gouvernementales. Seul le Juba Post, hebdomadaire anglophone publié dans le Sud du pays, aborde la

⁶ Allusion à la politique de deux poids deux mesures de l'Occident par rapport au conflit du Proche-Orient, accusation fréquente dans les médias arabes.

⁷ La traduction anglaise de l'article est également disponible sur le site d'ICG (<<http://www.crisis-group.org>>).

question du Darfour de manière plus critique, mais son contenu est toutefois réellement tourné vers les provinces équatoriales. De plus, si ce journal distribué dans le Sud est censé bénéficier d'une certaine liberté, il est toutefois imprimé à Khartoum et a connu par le passé quelques cas de suspension⁸. Par contre, plusieurs sites internet permettent aux intellectuels soudanais (et non soudanais) de s'exprimer sur la guerre du Darfour, le site le plus actif semblant être Sudanese Online (<<http://www.sudaneseonline.com>>), qui publie des articles et des réactions en arabe et en anglais.

ET LES INTELLECTUELS MUSULMANS INSTALLÉS EN OCCIDENT ?

Les intellectuels issus du monde arabo-musulman installés en Europe et en Amérique du Nord et s'exprimant dans des langues européennes constituent également un groupe à prendre en compte. En effet, quelles que soient leurs opinions, le fait d'avoir accès à plus d'information sur le sujet,

de jouir d'une liberté d'expression bien plus grande que dans leurs pays d'origine, mais aussi de bénéficier d'une expérience de vie hors du monde arabo-musulman leur permet d'aborder les choses d'une autre manière.

À cet égard, certains d'entre eux ont pris des positions courageuses — surtout dans le monde anglophone. Dès 2004 — soit à un moment où l'on parlait encore peu du Darfour en Europe — Salim Mansur, professeur à la Western Ontario University (un intellectuel qui prend régulièrement position — de manière parfois plus qu'incisive — dans la presse anglophone pour critiquer la vision politique du monde musulman), écrivait un article dans lequel il critiquait le racisme antiafricain au Soudan et dénonçait le soutien de la Ligue arabe au régime de Khartoum, de même que l'immobilisme des communautés arabes et musulmanes installées en Occident, qui manifestent contre la guerre en Irak et l'occupation de l'Afghanistan, mais restent muettes au sujet du Darfour (The London Free Press,

20 août 2004). L'an passé, Yasmin Alibhai-Brown, une chroniqueuse du quotidien britannique The Independent bien connue elle aussi pour ses positions atypiques et franches sur des sujets aussi divers que le racisme, le féminisme ou le communautarisme, écrivait un article intitulé « Where are the Muslims protesting against Darfur? » (18 septembre 2006). Elle y dénonçait l'immobilisme des États comme des citoyens musulmans par rapport à la crise du Darfour, soulignant qu'ils préféreraient s'indigner des propos du pape Benoît XVI commentant des faits remontant au XIV^e siècle et exiger des excuses de sa part plutôt que dénoncer les atrocités commises aujourd'hui à l'intérieur du monde musulman. Par ailleurs, elle n'hésitait pas à parler de racisme antiafricain dans le contexte soudanais⁹.

Quant à l'opinion publique de la communauté musulmane, là aussi les choses ont un peu changé. Le 18 septembre 2006, Sheikh Ibrahim Mogra, l'un des leaders de la communauté musulmane du Royaume-Uni, a participé à une journée d'action pour le Darfour organisée à Londres, en collaboration avec des représentants de diverses Églises chrétiennes — notamment l'archevêque Desmond Tutu — et du judaïsme. Plus récemment, selon un article d'Al-Quds al-arabi (23 mars 2007),

⁸ Ce journal, créé en 2005, est tiré à seulement 3 000 exemplaires. Mais il est également disponible sur <<http://www.freewebs.com/jubapost/>>.

⁹ Toutefois, d'autres intellectuels d'origine musulmane installés en Occident adoptent une position très critique par rapport à la manière dont celui-ci aborde cette crise. C'est le cas de Mahmood Mamdani, spécialiste de l'histoire africaine et professeur à la Columbia University, lui-même d'origine ougandaise. Dans un article intitulé « The Politics of Naming: Genocide, Civil War, Insurgency », publié dans la *London Review of Books* (8 mars 2007), il considère que la crise du Darfour bénéficie désormais de plus d'intérêt que le conflit irakien, alors que la situation des deux pays est très comparable. Il critique aussi la tendance à simplifier les faits en présentant la crise du Darfour comme un conflit entre Arabes et Africains et en abusant du terme « génocide ».

une réunion rassemblant des organisations musulmanes britanniques se serait tenue à Londres, à la mi-mars, pour discuter du faible écho de la crise du Darfour parmi les musulmans.

En France, une pétition intitulée « Darfour: appel des intellectuels du monde arabe », qui circule depuis novembre 2006, a été signée par de très nombreux journalistes, artistes, chercheurs et professeurs et issus du monde arabe, comme le poète Adonis, les écrivains Gamal Ghitani, Elias Sanbar ou Salah Stétié, les universitaires Leïla Babès, Mohammed Arkoun et Rachid Benzine ou encore le journaliste Hazem Saghîé. Le texte dénonce sans concession les exactions dont sont victimes les habitants du Darfour, en mettant en cause le gouvernement de Khartoum, mais aussi certaines factions rebelles, et s'élève aussi contre le silence du monde arabe sur cette tragédie.

Si l'on parle enfin du Darfour dans le monde arabe, la peur de l'ingérence occidentale et la rhétorique nationaliste crispent encore de nombreux observateurs de la région. Par ailleurs, les réactions des intellectuels arabes et musulmans dénonçant les atrocités commises au Darfour sont souvent liées aux informations diffusées en Occident et aux initiatives de la société civile des pays européens

et des États-Unis. Ainsi, à quelques exceptions près, les auteurs des articles d'opinion dénonçant les atrocités commises au Darfour dans la presse arabe sont soit des intellectuels soudanais, soit des chercheurs ou des observateurs liés à des institutions ou des groupes de recherche occidentaux. Quoi qu'il en soit, le Darfour trouve finalement une place dans les médias du monde arabe et musul-

man. Hélas, la sensibilisation de l'opinion publique en Occident et dans le monde arabe et musulman ne suffira certainement pas à infléchir l'immobilisme des États arabes et la timidité des États européens, et encore moins la détermination du gouvernement soudanais. ■

